

Maxime Prévot, vice-président du gouvernement wallon «Le gouvernement fédéral est-il illégitime? Non! Il faut l'accepter»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE
PHILIPPE LAWSON

Maxime Prévot tend la main au Fédéral... Forcément énervé quand il doit commenter certaines mesures prises par le Fédéral ou s'exprimer sur les positions polémiques de la N-VA, le vice-président du gouvernement wallon et un des hommes forts du cdH appelle les hommes politiques à plus de retenue. «Il faut travailler avec le Fédéral. En tant que ministre wallon, je dois porter des projets qui vont assurer le développement de la Wallonie. Pour y arriver, je vais avoir besoin d'une collaboration du Fédéral. C'est pourquoi je serai loyal vis-à-vis du Fédéral.»

Le gouvernement wallon a-t-il loupé son premier grand test avec ce budget? Il y a eu des erreurs de communication...

La communication n'a probablement pas été parfaite. Mais est-il encore possible d'avoir une communication limpide dans ce pays? Nous sommes dans un tel climat de méfiance réciproque entre les différents niveaux de pouvoir que, finalement, l'espace pour présenter les choses de manière positives se restreint. Je dénonce ce climat de tension permanente. On a l'impression que les formations politiques se sont lancées dans un jeu d'insultes. Que le gouvernement fédéral n'est pas celui que je souhaitais. Le gouvernement fédéral est-il illégitime pour autant? Non! Il faut l'accepter. Le PS doit accepter qu'il est dans l'opposition au Fédéral tout comme le MR doit accepter qu'il est dans l'opposition à la Région. On ne se grandit pas en lançant des flèches. Il faut travailler avec le Fédéral. Vu la lasagne institutionnelle de ce pays, nous sommes condamnés à travailler ensemble. En tant que ministre wallon, je dois porter des projets qui vont assurer le développement de la Wallonie. Pour y arriver, je vais avoir besoin d'une collaboration du Fédéral.

Vous serez donc loyal vis-à-vis du Fédéral

Je n'ai pas cherché à alimenter les polémiques. Je ferai preuve de loyauté vis-à-vis du Fédéral et cela doit être fait par le Fédéral. Je ne vais pas m'inscrire dans une démarche de pleurnicheuse. Moi, ce qui m'intéresse, c'est la Wallonie. Notre Région a de nouveaux leviers et des compétences importantes. Nous sommes dans une position volontariste. Nous ne devons pas nous plaindre. Il y a une volonté d'affirmer la Wallonie, son action et son horizon. Je ne vais pas passer mon temps à taper sur le Fédéral.

Y a-t-il des mesures fédérales que vous estimez positives?

La diminution de l'impôt des sociétés jusqu'à 25% ou la baisse des cotisations patronales sont des bonnes mesures. On aurait pu les prendre. Je ne dis pas que tout est mauvais ou que tout est bon d'un côté ou de l'autre. Par contre, il y a certaines mesures fédérales que j'ai du mal à comprendre. Je pense en particulier à la prise en charge par les entreprises du deuxième mois de maladie des travailleurs. Cela va mettre en difficulté de nombreuses PME. Cela ne soutient pas la relance. Ce n'est pas non plus souhaitable pour les gens car ceux qui connaissent des problèmes de santé risquent de ne pas retrouver du travail. Par contre, je suis d'accord, il fallait revoir le système des pensions mais pas en augmentant l'âge de départ à 67 ans. On aurait dû garder 65 ans et repousser l'âge effectif de départ de 59 à 62-63 ans.

Que pensez-vous de la polémique qui s'est emparée du Fédéral ces derniers jours avec cet accord secret des partis de la majorité pour revoir la Constitution en fin de législature?

Le débat sur la révision de la Constitution revient tous les 5 ans. C'est surtout comme citoyen que je me pose énormément de questions sur l'état d'esprit de ce gouvernement. Je conteste la légitimité de l'état d'esprit. Quand j'entends un ministre expliquer que la première chose qu'il a fait en arrivant dans son cabinet c'est d'enlever les drapeaux de la Belgique, le cdH a bien fait de ne pas monter dans l'attelage. Je n'aurais pas voulu être coresponsable du dépeçage de la Belgique. Quand on débute une législature avec des propos qui sentent bon l'extrême-droite, cela m'indigne comme citoyen et comme homme politique.

Ce gouvernement fédéral va-t-il se limiter à du socio-économique ou fera-t-il également du communautaire?

Vous savez, le diable est dans tous les détails. On sait faire du communautaire avec du socio-économique. Ce serait une surprise si la Flandre ne tirait pas un avantage du fait qu'elle est majoritaire au sein du gouvernement.

Qui est le patron? Bart De Wever?

J'ai de l'estime pour Charles Michel mais je ne m'explique pas ses silences. Cela ne doit pas être évident pour lui mais le pouvoir de décision est polymorphe.

Pour en revenir au budget Wallon, assurez-vous toutes les mesures? La baisse de la déductibilité des titres services va tou-

cher en priorité des personnes qui sont proches de votre électorat.

La Wallonie est à un moment charnière de son histoire. Nous devons avoir de la vision et avoir une certaine hauteur de vue. Nous avons pris cette mesure sans penser à notre électorat. Il était judicieux de baisser la déductibilité des titres services plutôt que de créer une nouvelle taxe. D'ailleurs, cette réforme des titres services devait être faite pour éviter un emballement du système du type de celui que nous avons connu avec le photovoltaïque. Honnêtement, cette épure budgétaire est sage et responsable. Nous n'avons pas décidé de faire toutes les économies en une année. De plus, l'essentiel des mesures portent sur une réduction de la voilure des dépenses publiques. On ne fait pas inutilement mal.

Vous dites sans taxe? Vous semblez oublier la taxe sur l'outillage?

Je comprends l'émoi et le gouvernement s'est montré enclin à en rediscuter avec l'ensemble des partenaires sociaux et réorienter la mesure ou la compenser par un autre élément. Il faut rouvrir la discussion et en parler avec les entreprises.

Le gouvernement n'aurait-il pas dû se concerter avec le monde des entreprises avant de décider de cette taxe?

Oui, probablement qu'on aurait dû lancer une concertation en amont. Je l'assume.

Vous allez devoir bientôt gérer la réforme des allocations familiales. A priori, les positions défendues par le PS et le cdH sont très différentes. Elles s'opposent! Ca va être difficile?

Il faut voir les allocations familiales comme une assurance. Pas comme de l'assistanat. Elles ne doivent pas être de l'assistance sociale mais de l'aide aux familles. Il va falloir revoir les régimes. Cela n'a plus été fait depuis les années 1940. La solidarité fiscale s'opère à la perception de l'impôt et la contribution varie en fonction des revenus. Il n'y a pas de raison que les montants des allocations familiales varient en fonction des revenus car, au final, ce serait la classe moyenne qui paye deux fois.

Le PS ne partage pas cette vision. Pour les socialistes, le montant des primes doit varier en fonction des revenus.

Il faudra forcément respecter les idées de chacun. A mon sens, ce sera plus simple d'entrer dans un schéma où un enfant est égal à un enfant. Je n'aime pas ce principe où tout doit être modulé en fonction des revenus.

EXPRESS

«Nous sommes dans un tel climat de méfiance réciproque entre les différents niveaux de pouvoir que, finalement, l'espace pour présenter les choses de manière positive se restreint. Je dénonce ce climat de tension permanente.»

«Je suis d'accord, il fallait revoir le système des pensions mais pas en augmentant l'âge à 67 ans.»

«A mon sens, ce sera plus simple d'entrer dans un schéma où un enfant est égal à un enfant. Je n'aime pas ce principe où tout doit être modulé en fonction des revenus.»